

Journées d'été régionales à Boulogne-sur-mer, les 2 et 3 juillet 2011

Plénière « Le Programme 2012 »

samedi 2 juillet 14H30-16H30

avec **Sandrine ROUSSEAU**, co-responsable programme au sein du Bureau national EELV
(Anne SOURIYS et Jérôme GLEIZES qui devaient également intervenir sont excusés)

En 2012, les échéances électorales vont mettre en lumière le projet politique des écologistes.

1/ La méthodologie employée pour élaborer le programme :

Le point de départ : création de **5 groupes projet** depuis les journées d'été à Nantes en 2010 :

- **empreinte écologique** – vivre mieux en préservant l'humanité et la planète ;
- une **économie** écologique et solidaire (fiscalité, dette...) ;
- **vivre ensemble** dans une société ouverte et réconciliée;
- De l'oligarchie à la **démocratie** réelle (réforme institutionnelle...);
- Un **monde** de paix et de justice (relations internationales, migrations, question européenne...).

Ces groupes se sont alimentés du travail des commissions internes EELV, de remontés de contributions, et en parallèle des « **Jeudis de l'écologie** » ouverts à tous
Une première Convention nationale a eu lieu, sur l'Education.

Les prochaines étapes :

- d'autres **conventions** à venir, sur des grands enjeux pour notre société (justice, santé...)
- **journées d'été nationales** à Clermont Ferrand, notamment sur des questions sur lesquelles il n'y a pas encore d'arbitrages. En effet **plusieurs points ne font pas consensus** : fiscalité, modalités de réduction du temps de travail, financement du système de santé, proportionnelle...
- en **novembre : Assises nationales du Projet** - lancement de la campagne du ou de la candidat-e- aux Présidentielles
- 13-14 novembre à Paris : réunion du Parti Vert Européen. Pour un projet collectif à l'échelle européenne.

Explications sur les discussions avec le PS : Dans le même temps, nous discutons programme avec nos partenaires, en vue d'un accord programmatique.

La motion de synthèse validée au Congrès de La Rochelle indique les points incontournables :

- la proportionnelle
- la sortie du nucléaire, en 20 ans
- l'arrêt des grandes infrastructures (routières, LGV, aéroports...) ND des Landes
- révision de la loi sur les retraites et réduction du temps de travail tout au long de la vie (modalités à définir)
- abandonner la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) et refonder la politique de services publics sur les finalités et non uniquement les moyens
- une autre politique de l'immigration

Des premières rencontres ont eu lieu. S'il y a accord, ce sera à la fois sur les personnes et sur le contenu.

2/ Le contenu du programme :

(présentation non exhaustive)

1er chantier : EMPREINTE ECOLOGIQUE

- développer plus rapidement les trames vertes et bleues (revoir la taxe d'aménagement pour le financement...)
- Crédit d'impôt pour les agriculteurs se convertissant au bio
- loi « nature », loi « eau »
- loi sur la protection des espèces et le bien-être animal
- plan de lutte contre la précarité énergétique

- tarification progressive de l'énergie (selon différentes options en débat : carte-carbone, quota minimum gratuit puis payant très cher, taxation dès le premier kWh puis tarif progressif)
- Sortie du nucléaire (en débat : à 20 ou 30 ans?)
- politique d'encouragement de la pêche soutenable (fiscalité favorable, négociations européennes...)
- énergie marine renouvelable
- intégrer tous les coûts dans les produits agricoles
- lutte contre la pub vantant les mérites de la mal-bouffe

2ème chantier : ECONOMIE

Fiscalité :

- passer d'une fiscalité sur le travail à une fiscalité sur l'environnement.
- passer d'une fiscalité sur les revenus à une fiscalité accrue sur le patrimoine, car les principales inégalités ne sont pas sur le revenu mais sur le patrimoine (de 1 à 750!)
- prélèvement à la source
- revenu minimal universel, accessible à tous

Temps de travail et retraites :

- réduire la durée du travail sur toute la vie
- forte fiscalité des contrats de travail courts

Gouvernance économique :

- lutte contre la spéculation entre opérateurs financiers au niveau national et international
- revoir la notation des Etats
- dette : en débat...

3ème chantier : VIVRE ENSEMBLE

- régularisation des sans papiers
- justice : collégialité de l'instruction
- soutien aux artistes et acteurs culturels
- accueil de la petite enfance : des solutions adaptées
- aucun jeune de 16 à 25 ans laissé à l'abandon
- construire plus de logements et mieux, réguler les loyers
- mariage et adoption pour les couples homosexuels
- drogue : sortir du cercle vicieux de la pénalisation du cannabis

4ème chantier : DEMOCRATIE

- 6ème République
- organisation fédéralisme différencié : des pouvoirs plus grand pour les régions
- imposer la proportionnelle dans les scrutins
- Europe fédérale

3/ Retour de la réflexion des groupes de travail régionaux :

chantier « Démocratie » - animé par le groupe de Lille

Majdouline Sbai, Lise Daleu, Myriam Cau (rque : Eric Quiquet est animateur au niveau national)

Crise de la démocratie => nécessité d'une réforme profonde des institutions

3 éléments qui manquent au programme national et pour lesquels le groupe va faire des propositions :

- statut de l'élu-e, pour une représentation de toute la société dans toutes les instances politiques ;
- transparence et éthique : avoir connaissance des intérêts liés, protéger les « lanceurs d'alerte », assurer un équilibre des pouvoirs en défendant le rôle de la presse, de la justice, l'exercice des contre-pouvoirs citoyens ;
- place des citoyens : permettre au citoyen de retrouver le sens de la participation démocratique, démocratie participative, donner de la valeur à l'expertise d'usage, lutter spécifiquement contre le décrochage démocratique des habitants des quartiers populaires (ex:éducation populaire, vie associative...).

Chantier « Economie » - animé par le groupe Flandres-Lys :

Marc Boulnois explique que le groupe s'est approprié le programme, e en a dégagé des réflexions :

- Importance de positionner notre système de production et de consommation sur la sobriété.

- Différentiation des autres partis qui le positionnent sur la croissance.
- Question cruciale de l'emploi des jeunes : comment ré-interroger la question de la formation, de l'apprentissage.
- Pas d'accord sur les modalités de réduction du temps de travail. Le groupe privilégie la réduction « tout au long de la vie » et ne sent pas la société française prête à un passage aux 32heures.
- Faire du tiers-secteur un levier de transformation de l'économie, que l'ESS ne reste pas une niche.
- L'agriculture est aussi un système productif à intégrer dans le chapitre économique.
- Fiscalité : les nombreuses mesures proposées dans le programme ne permettent pas de comprendre globalement ce qui en débouche. Il y a une demande de lisibilité et de cohérence sur les mesures fiscales. La question de la fiscalité locale ne semble pas traitée.

Conclusion : Il reste beaucoup de temps de travail pour aboutir à des propositions qui fassent consensus et soient claires pour l'électeur-trice.

Chantier « Vivre ensemble » - animé par le groupe de l'Artois :

Sylviane Dupont rapporte la réflexion du groupe : il faut mettre en avant fil rouge du programme « la lutte contre toutes les exclusions ».

Il s'agit de lutter contre une société individualiste et communautaire, de repli sur soi, qui stigmatise et exclue. Il est nécessaire d'abandonner des politiques qui laissent perdurer un système qui ne profite qu'aux plus riches. Il faut savoir faire entendre aux populations concernées le projet écologiste. Donner de la voix aux « sans » (logement, emploi, droit de vote...). Le programme 2012 mériterait d'être davantage marqué par notre indignation.

Quelques manques relevés dans les fiches :

- Il manque la référence aux Roms.
- « citoyenneté du monde »
- la fiche « égalité » pourrait être une fiche transversale sur les droits pour tous
- Système carcéral en danger (fin de la justice des mineurs)
- handicap : tout n'est pas à réinventer. La loi de 2005 est globalement bonne, il faut l'appliquer et ne pas la détricoter
- la fiche « culture » est peu claire, alors que la culture doit être faite pour rapprocher... Assez de politiques de prestige! Mettre davantage l'accent sur le développement de la culture de proximité. Donner plus à la partie artistique.
- Santé : développer la participation des patients
- prostitution : il manque des propositions pour la lutte contre l'exploitation (réseaux) et l'aide à la sortie de la prostitution.
- Vieillesse : la fiche est à revoir. Elle est axée sur les moyens, mais pas sur la stratégie : prévention de la dépendance.
- logement : la gouvernance du logement social serait à questionner.
- rénovation thermique : le groupe n'a pas trouvé la sortie du chauffage électrique.

4/ Questions/Réponses - Débat

<i>Questions</i>	<i>Réponses de Sandrine Rousseau</i>
Y-a-t-il des propositions sur la tarification de l'eau et les 40 premiers litres gratuits ?	c'est en débat, de la même manière que sur l'énergie
Est-il prévu de rendre opposable la trame verte et bleue, qui actuellement doit juste être « prise en compte » dans les PLU, SCOT... ?	OUI c'est dans le programme
Est-il prévu une réforme du code des marchés publics pour permettre aux collectivités d'acheter local ?	OUI
Quelles propositions sur la réforme des retraites ? Quelles propositions chiffrées ?	Durée de cotisation de 37,5 annuités. Age fixe de départ à la retraite ou pas ? C'est en débat.
Y-a-t-il la proposition d'une fiscalité renforcée des produits financiers ?	OUI. La fiscalité écologique pose encore quelques problèmes: on est d'accord sur les principes, mais encore des choses à trancher sur l'application.

Quelle propositions pour les PMI/PME ? notamment le problème du seuil de 50 employés qui freine le développement des entreprises ?	voir page 58 du programme
Syndicalisme : comment faire en sorte qu'il y ait une nouvelle dynamique en France?	Il y a des propositions sur le développement des syndicats (page 68)
Quelles mesures phares sur l'éducation, la petite enfance ?	Education : faire en sorte que cette question soient pensée de façon globale et non plus sectorisée entre Education nationale/éducation populaire. Revalorisation du statut, en contrepartie d'une logique qui favorise les équipes enseignantes, la présence dans l'établissement, l'arrêt de l'évaluationniste

Interventions :

Marine Tondelier : Les Jeunes écolos travaillent sur la question des drogues et font des propositions sur la prévention, légaliser l'autoproduction pour mieux contrôler, « circuits courts » de production plutôt que réseaux mafieux d'importation.

Alain Vantroy : Proposition de donner aux régions un pouvoir normatif en matière de commande publique, plutôt que de reprendre un grand chantier de loi sur le Code des Marchés Publics.

Patrick Tillie : Sur le temps de travail : La loi des 35 heures a eu des avantages mais aussi des inconvénients : flexibilisation, forfait-jours pour des salariés qui ne sont même pas cadres, non paiement des heures supplémentaires... Il faudrait pouvoir en tirer le bilan. Il faudrait distinguer le temps partiel choisi et le temps partiel imposé, avec une loi sur le temps partiel.

Sur l'emploi : problème des stagiaires qui ne touchent même pas le SMIC

Sur le logement : imposer un agrément CAF pour les bailleurs privés qui louent des logements de mauvaises qualité.

Sandrine Rousseau : Il y a des manques dans le programme :

- la jeunesse
- le social
- la politique de la ville (quartiers populaires)
- statut de l'élu
- démocratie participative

En réponse à Sylviane : Sur la politique vieillesse il y a des manques mais des compléments sont en cours d'être intégrés, avec des propositions développées par JL Veyret.

En réponse à Marc Boulnois : Le terme « sobriété » est employé dans de nombreuses fiches.

En matière de fiscalité locale il est prévu une réforme des bases locatives. OK pour mettre davantage l'ESS en avant.

Hélène Flautre :

Sur l'Europe : Il faut que notre projet soit complètement européen.

Nous devons proposer une nouvelle conception de la citoyenneté européenne.

Nouveau « pacte des droits » : démocratie sociale – prises de décisions dans les entreprises, droit de vote des étrangers, vote à 16 ans?, vote obligatoire?

Sur l'immigration : ce n'est pas parce qu'on régularise les sans papiers qu'on a une nouvelle politique migratoire. Il faut construire une politique pour qu'on puisse travailler avec les pays tiers sur une nouvelle donne avec un droit à la mobilité internationale.

Lise Daleux : En réponse à la proposition de Patrick Tille, il faut faire attention car si on lie l'aide de la CAF à un « permis de louer » accordé au bailleur, c'est le locataire qui va être pénalisé. Il faut augmenter les moyens sur les diagnostics et les aides à rénovation.

Jeanine Petit : Pour le bien-être animal il faut bannir l'élevage individuel.